

le 17 MARS 2026

EN DATE DU 17 MARS 2026

Arrêté numéro : 183.2026.03
Thème : AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX
Type d'arrêté : temporaire
Date de validité : 23 MARS 2026

Publication sur le site internet de la Ville : 17 MARS 2026	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ----- EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE
Transmission en Préfecture :	

OBJET : RÈGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT SUR DIVERSES VOIES EN RAISON DE TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU RÉSEAU DU POSTE DE REFOULEMENT « FERRADOU » DU 23 MARS AU 26 JUIN 2026

NOUS, LE MAIRE DE LA VILLE DE BLAGNAC,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-1, L. 2213-2 et L. 2213-4,
VU le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1,
VU le Code pénal, notamment l'article R. 610-5,
VU le Code de la route, notamment les articles L. 325-1, R. 411-21-1 et R. 417-10,
VU le Code de la voirie routière, notamment l'article L. 113-2,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière en vigueur (Livre I, 8^{ème} partie – Signalisation temporaire),
VU l'arrêté préfectoral de la Haute-Garonne du 6 mars 2024 portant lutte contre les nuisances sonores dans le département de la Haute-Garonne,
VU le Règlement de voirie de Toulouse Métropole,
VU la demande du 10 mars 2026, reçue de la **Direction du Cycle de l'Eau de TOULOUSE MÉTROPOLE**, domiciliée au 78 chemin des Sept Deniers, 31200 TOULOUSE, représentée par Monsieur Nicolas LE TUAL,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de requalification du réseau du poste de refolement « Ferradou », il importe de réglementer la circulation et le stationnement sur diverses voies du 23 mars au 26 juin 2026,

ARRÊTONS,

ARTICLE I : CIRCULATION ET DÉVIATION

La circulation sera réglementée sur les voies suivantes du 23 mars au 26 juin 2026 :

- chemin du Tiers État,
- chemin des Ramiers,
- chemin des Ortalans,
- chemin du Moulin de Naudin.

Phase 0 : du 23 au 27 mars 2026 (travaux de sondages)

Chemin du Tiers État et chemin des Ramiers :

L'occupation d'une file sera autorisée et fera l'objet d'un alternat réglé par des panneaux B15 et C18, à l'avancement du chantier, par la société **SCAM TP**, domiciliée au 16 route Nationale 88, 31380 GARIDECH, représentée par Monsieur Nicolas ESCAFFRE.

Chemin des Ortalans et chemin du Moulin de Naudin :

L'occupation d'une file sera autorisée et fera l'objet d'un alternat réglé par des panneaux B15 et C18, à l'avancement du chantier, par la société **EHTP**, domiciliée Zone industrielle de Thibaud, 4 impasse de Boudeville, 31100 TOULOUSE, représentée par Monsieur Axel GAVALDON.

La circulation de tous les véhicules s'effectuera à sens alterné.

Phase 1 : du 23 mars au 7 avril 2026

Le chemin du Tiers État, dans sa portion comprise entre le chemin du Moulin de Naudin et le chemin des Ramiers, sera fermé à la circulation du 23 mars au 7 avril 2026.

Un itinéraire de déviation sera mis en place par le chemin des Clauzures par la société SCAM TP.

Des panneaux de pré-signalisation « Route barrée à 100 m » seront mis en place.

Les cyclistes devront mettre « Pied à terre ».

Un passage pour les piétons d'une largeur de 1,40 mètre sera maintenu.

Phase 2 : du 7 avril au 7 mai 2026

Le chemin du Tiers État, dans sa portion comprise entre le chemin du Moulin de Naudin et le chemin des Ramiers, ainsi que **le chemin des Ortalans et le chemin du Moulin de Naudin**, dans la portion comprise entre le chemin des Ortalans et le chemin des Bouzigues, **seront fermés à la circulation du 7 avril au 7 mai 2026.**

Un itinéraire de déviation sera mis en place comme suit par les sociétés **SCAM TP** et **EHTP** :

- Les véhicules provenant du chemin du Moulin de Naudin et voulant rejoindre le chemin du Tiers État emprunteront les voies suivantes :
 - o chemin du Moulin de Naudin,
 - o chemin des Clauzures,
 - o chemin des Ramiers,
 - o chemin des Bouzigues,
 - o chemin du Moulin de Naudin,
 - o chemin du Tiers État ;

- Les véhicules provenant du chemin des Ramiers et voulant rejoindre le chemin du Tiers État :
 - o chemin des Ramiers,
 - o chemin des Bouzigues,
 - o chemin du Moulin de Naudin,
 - o chemin du Tiers État.

Des panneaux de pré-signalisation « Route barrée à 100 m » seront mis en place.

Les cyclistes devront mettre « Pied à terre ».

Un passage pour les piétons d'une largeur de 1,40 mètre sera maintenu.

Phase 3 : du 8 mai au 26 juin 2026

Le chemin du Moulin de Naudin, dans sa portion comprise entre le chemin des Bouzigues et le chemin du Tiers État, sera fermé à la circulation du 8 mai au 26 juin 2026 par la société EHTP.

Un itinéraire de déviation sera mis en place par les voies suivantes pour les véhicules provenant du chemin du Moulin de Naudin et voulant rejoindre le chemin du Tiers État :

- chemin du Moulin de Naudin,
- chemin des Clauzures,
- chemin des Ramiers,
- chemin du Tiers État.

Des panneaux de pré-signalisation « Route barrée à 100 m » seront mis en place.

Les cyclistes devront mettre « Pied à terre ».

Un passage pour les piétons d'une largeur de 1,40 mètre sera maintenu.

La circulation sera maintenue. La vitesse sera limitée à **20 km/h**.

ARTICLE II : ARRÊT ET STATIONNEMENT

L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules non affectés à la réalisation du chantier seront INTERDITS dans l'emprise de celui-ci.

ARTICLE III : PRESCRIPTIONS DE SÉCURITÉ

Les intervenants devront respecter et faire respecter toutes les règles de sécurité – y compris sanitaires – en vigueur, ainsi que prendre toutes les mesures utiles à la protection des personnes et des biens.

ARTICLE IV : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

La mise en place et le déroulement du chantier seront réalisés par :

- la société **SCAM TP**, domiciliée au 16 Route Nationale 88, 31380 GARIDECH, représentée par Monsieur Nicolas ESCAFFRE ;
- la société **EHTP**, domiciliée Zone industrielle de Thibaud, 4 impasse de Boudeville, 31100 TOULOUSE, représentée par Monsieur Axel GAVALDON,

et seront conformes à l'arrêté préfectoral de la Haute-Garonne du 6 mars 2024 portant lutte contre les nuisances sonores dans le département de la Haute-Garonne.

Les travaux seront interdits les samedis, dimanches et jours fériés pendant toute la durée des travaux.

La propreté du site et des abords devra être maintenue pendant la durée des travaux.

Toute dégradation du domaine public fera l'objet d'une remise en état immédiate.

Après l'achèvement des travaux, les intervenants devront faire enlever tous les décombres de gravats et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Les travaux devront être conformes aux prescriptions du Règlement de voirie de Toulouse Métropole.

ARTICLE V : SIGNALISATION

La signalisation nécessaire résultant des mesures réglementaires (instruction interministérielle, Livre I, 8^{ème} partie) accordées pour les travaux doit être mise en place **24 H avant l'ouverture du chantier** sous la responsabilité des intervenants.

Elle sera posée par :

- la société **SCAM TP**, domiciliée au 16 route Nationale 88, 31380 GARIDECH, représentée par Monsieur Nicolas ESCAFFRE ;
- la société **EHTP**, domiciliée Zone industrielle de Thibaud, 4 impasse de Boudeville, 31100 TOULOUSE, représentée par Monsieur Axel GAVALDON.

Les intervenants auront la charge de la signalisation réglementaire de leur chantier (horizontale et verticale), de jour et de nuit, et seront responsables des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de la réalisation du chantier.

Pendant toute la durée des travaux, les intervenants seront responsables de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci.

ARTICLE VI : PERMISSION DE VOIRIE

Une permission de voirie devra être émise par Toulouse Métropole pour la voirie métropolitaine.

ARTICLE VII : INFORMATIONS

Les services suivants seront informés par la Ville de Blagnac :

La Police Nationale, le service de Transport Scolaire du Conseil départemental de la Haute-Garonne, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, TISSÉO Exploitation, la Police Municipale.

ARTICLE VIII : INFRACTIONS

L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule en violation des interdictions prescrites par le présent arrêté sera considéré, conformément aux dispositions de l'article R. 417-10, II 10° du Code de la route, comme gênant.

Cet arrêt ou ce stationnement pourra ainsi être sanctionné par l'amende prévue pour les contraventions de deuxième classe, l'immobilisation du véhicule concerné et/ou sa mise en fourrière.

En outre, le fait pour tout conducteur de ne pas respecter les interdictions de circuler prescrites par le présent arrêté, est puni, conformément à l'article R. 411-21-1 du Code de la route, de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

Il pourra être également sanctionné par l'immobilisation du véhicule concerné et/ou sa mise en fourrière prévues notamment à l'article L. 325-1 du Code de la route.

Toute autre infraction au présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions spécifiquement prévues par un texte particulier pour la réprimer ou, à défaut d'un tel texte, être punie de l'amende prévue pour les contraventions de deuxième classe au titre de l'article R. 610-5 du Code pénal.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les procès-verbaux ainsi établis seront transmis aux autorités compétentes.

ARTICLE IX : PUBLICITÉ ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales, le présent arrêté sera exécutoire de plein droit à compter de sa notification au demandeur et de sa publication sur le site internet de la Ville (www.mairie-blagnac.fr / Rubrique « Ma Mairie » / « Actes de la Ville et du CCAS »).

Par ailleurs, le présent arrêté devra être affiché de part et d'autre du chantier 48 H avant le démarrage des travaux.

ARTICLE X : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification au demandeur ou de sa publication sur le site internet de la Ville.

Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 TOULOUSE Cedex 07) ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.

ARTICLE XI : EXÉCUTION

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Blagnac,
Monsieur le Directeur Général des Services de Toulouse Métropole,
Madame la Commandante du Commissariat de Police Nationale de Blagnac,
Monsieur le Directeur de la Police Municipale de la Ville de Blagnac,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

Joseph CARLES
MF

